

Seul le prononcé fait foi



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Allocution d'ouverture

**Monique Barbut, Directrice générale et Présidente
Fonds pour l'environnement mondial**

**Congrès de la société internationale d'Ethnobiologie
Montpellier, Corum, May 21, 2012**

Madame le Maire,

Madame la Directrice,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je me retrouve avec vous pour ce congrès de la Société Internationale d'Ethnobiologie. Je souhaite par la même occasion remercier Edmond Dounias, pour son invitation et son investissement pour rendre cet événement possible.

Il se trouve que c'est la deuxième fois que nous nous retrouvons ici à Montpellier avec Mme le Maire (Hélène Mandroux) pour évoquer les problématiques des peuples autochtones et de leur rôle dans la protection et la gestion de l'environnement. La première fois c'était dans le cadre de la Convention sur la Biodiversité au mois de janvier ; et aujourd'hui, pour ce congrès qui a lieu pour la première fois en France.

Ce n'est sûrement pas un hasard si cette thématique est une nouvelle fois abordée à Montpellier, ville et communauté orientée sur le développement et l'international.

Je suis venue en tant que Présidente et Directrice Générale du Fonds pour l'Environnement Mondial. Pour ceux qui ne sont pas familiers avec cette structure, je dirai que c'est une institution de financement qui aide les pays en développement ou en transition en leur apportant des subventions pour mettre en œuvre des projets en vue de leur permettre de respecter leurs engagements internationaux et améliorer ainsi l'environnement mondial. Le FEM est notamment le principal mécanisme de financement des conventions internationales de l'Environnement, sur la Biodiversité, le Changement Climatique, la Désertification ou encore les Polluants Organiques Persistants.

Le FEM fonctionne par cycle de 4 ans. Nous sommes au milieu du 5ème cycle du FEM (2010-2014) qui est doté de 4.25 milliards de dollars. Pour vous donner un ordre d'idée, le FEM est aujourd'hui le donateur public le plus important pour améliorer l'environnement mondial. Il constitue un partenariat unique de 182 pays associés avec les institutions internationales. Il est doté d'un Conseil Scientifique et d'un réseau des ONG. Depuis sa création il y a 20 ans, le FEM a financé plus de 2 700 projets dans 165 pays soit 10 milliards et demi de dollars américains en dons qui ont permis de générer 51 milliards de dollars de cofinancement. A travers son programme de micro financements, le FEM a aussi financé plus de 14 000 petits

projets pour un total de 634 million de dollars, la grande majorité de ces financements étant accordés à des communautés rurales autochtones.

Mon intervention est un témoignage de la façon dont nous travaillons avec les peuples autochtones non seulement dans les projets que nous finançons, mais aussi dans la gouvernance de l'institution.

Nous ne l'avons pas fait du tout pour des questions de mode, de tendances ou des mesures périphériques que l'on affiche pour se donner bonne conscience. Nous l'avons fait surtout parce qu'il s'agissait d'une question de bon sens.

En effet, nous disposons maintenant de suffisamment de preuves qui montrent qu'il est moins douloureux d'investir aujourd'hui pour protéger l'environnement, que de financer plus tard des mesures correctives. De la même manière, la solution la moins onéreuse est de travailler avec les communautés locales, y compris les peuples autochtones, pour protéger les ressources naturelles en se basant par exemple sur leurs savoir-faire coutumiers.

Un des éléments communs à toutes les conventions sur l'environnement est aussi de maintenir une diversité de solutions pour des problèmes présents et d'autres qui pourraient survenir. La protection des savoirs locaux et ancestraux est donc non seulement un moyen de remplir notre mission actuelle et de protéger l'environnement, mais de protéger aussi des options et des solutions pour le futur.

Tout au long de mon mandat, j'ai intégré la question des peuples autochtones, dans l'ensemble des réformes qui ont permis d'améliorer les performances du FEM, sa gestion, et sa visibilité. Mieux, nous avons infléchi le processus de décisions de telle sorte à permettre une meilleure appropriation du FEM par les pays bénéficiaires. Je suis persuadée que la politique que nous avons mise en œuvre pour renforcer la participation des peuples autochtones a contribué à enrichir de manière pérenne le FEM et faire évoluer son positionnement.

Pour preuve, je constate avec plaisir que nous avons aujourd'hui une plus grande participation des peuples autochtones dans le réseau des ONG affilié au FEM. Mais nous sommes allés plus loin que la seule représentation de la société civile y compris des peuples autochtones aux séances du Conseil et de l'Assemblée du FEM. Nous avons aussi mis en place une politique plus volontariste concernant

leurs engagements et le respect de leurs droits dont les éléments seront présentés au prochain conseil. A partir de juin 2012, dix nouvelles agences seront accréditées comme Agences du FEM. Cet élargissement donnant un accès direct aux ressources du FEM verra la participation d'agences nationales et d'ONG. Cette avancée aura, à mon avis, un impact extrêmement favorable quand à une plus grande participation des peuples autochtones dans les projets du FEM.

Ce qui singularise le FEM aussi, c'est aussi la dimension des communautés locales et autochtones dans les grands projets que nous finançons: permettez-moi un seul exemple. Au Brésil, nous finançons un projet sur l'Amazonie dans lequel nous observons les impacts positifs les plus significatifs sur les ressources en eau, les forêts et surtout les populations locales, celles-là mêmes qui ont le plus besoin de ces ressources naturelles. La première phase de ce vaste programme de 12 ans a démarré en 2003 pour prendre fin en 2009. Sa deuxième phase de \$18 million, avec un cofinancement de \$30 million de KfW est en cours. Ce vaste programme a déjà permis la création de 25 million d'hectares de nouvelles aires protégées - Presque la taille de la Grande-Bretagne !-. Le projet aide à la préservation de la biodiversité de la plus grande forêt tropicale au monde et à son terme ce sera une

superficie 50 pourcent supérieure à que ce que les parcs nationaux américains auront fait en 130 ans, et à un coût bien moindre !

Mais ce n'est pas tout ! Le projet contribuera aussi à la réduction d'émission de gaz à effet de serre. Pour vous donner une idée, une étude avait montré que les aires protégées et réserves créées entre 2003 et 2007 dans le cadre de ce projet ont empêché la déforestation de 237,000 km².

Comme vous le savez, l'Amazonie n'est pas un désert, vide d'habitants. Près de la moitié des réserves dont nous parlons dans ce projet sont appelées des « réserves de développement durable » et sont gérées par les communautés locales et autochtones. Cet exemple illustre comment les bénéfices environnementaux, économiques et sociaux sont liés. Cet exemple illustre également comment nous faisons le lien entre bénéfices globaux et enjeux locaux.

Je me retrouve donc tout à fait dans le thème général de ce 13ème congrès qui précise : « **Diversité culturelle et diversité Biologique pour le développement durable : explorer le passé pour construire le futur.**

Au delà du FEM, je pense que les dernières avancées de certains traités internationaux montrent la voie : je pense au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage juste et équitable des avantages liés à l'exploitation des ressources génétiques. Je pense aussi à des dispositifs de rétribution des services environnementaux. On redécouvre aussi dans le monde dit « développé » des techniques ancestrales d'exploitation et de transformation des ressources naturelles. Il faut cependant être prudent. Il ne s'agit pas seulement d'emprunter des techniques ou d'essayer de donner des valeurs à ce qui ne devrait pas être traduit en terme financiers : pour être claire, autant je trouve qu'il est important de quantifier et d'évaluer des services que rendent des écosystèmes, autant je trouve insupportable l'idée de donner une valeur au vivant.

Mesdames, Messieurs,

Dans quelques semaines, nous allons nous retrouver à Rio, 20 ans après le sommet de la Terre, pour évoquer les 20 prochaines années et comment façonner une économie verte. Certains mettent beaucoup d'espoir dans ce rassemblement et d'autres doutent de la capacité de ces grands événements à faire changer les choses. Je rappellerai tout de même que le FEM est un des résultats concrets du

Sommet de la Terre de Rio en 1992. Il faut donc garder espoir et proposer une vision pragmatique. Le FEM présentera dans un ouvrage à travers son histoire les éléments qui à notre sens permettent de construire une économie verte respectueuse des diversités. Plusieurs de ces bonnes pratiques ont été obtenues en travaillant pour des résultats de terrain avec des groupes autochtones et des organisations traditionnelles. Je pense notamment à des initiatives dans le bassin du Congo, au Brésil ou aux Philippines. Vous avez, en tant que chercheurs en ethnobiologie, un rôle à tenir dans ces discussions : vous devez faire connaître vos résultats au delà de vos publics habituels. C'est pourquoi je vous félicite de l'organisation de ce congrès qui casse les codes habituels en réunissant des scientifiques et je salue la présence de l'UNESCO, des partenaires de terrain, mais aussi les représentants des peuples autochtones, premiers concernés par ce débat. L'engagement de la Ville de Montpellier et de la région Languedoc-Roussillon nous rappelle enfin le rôle que le politique doit avoir dans ces réflexions et la prise de décision.

Tous les ingrédients au succès sont donc réunis, à nous de faire les justes dosages.

Merci